

**GCS PHARMA HAUTS DE FRANCE**

**Centre Hospitalier de Valenciennes**

**Pôle Pharmacie**

**Avenue Désandrouin**

**CS 50479**

**59322 VALENCIENNES CEDEX**

**☎ 03-27-14-35-70**

**☎ 03-27-14-50-70**

**✉ [sec-pharmacie@ch-valenciennes.fr](mailto:sec-pharmacie@ch-valenciennes.fr)**

**APPEL D'OFFRES POUR LA FOURNITURE D'INJECTEURS  
MULTIPATIENTS, DE DISPOSITIFS MEDICAUX  
CONSOMMABLES STERILES ET DES PRODUITS DE  
CONTRASTE POUR SCANNER**

**REGLEMENT DE CONSULTATION**

**DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES : LUNDI 17 FEVRIER 2025 à 12H00**

**DATE LIMITE DE RECEPTION DES ECHANTILLONS : LUNDI 17 FEVRIER 2025 à 12H00**

## APPEL D'OFFRES OUVERT

1. ÉTABLISSEMENT DE SANTÉ OU GROUPEMENT : GCS PHARMA HAUTS DE FRANCE
2. N° CIP :
3. PHARMACIEN RESPONSABLE : Madame Amélie PRUVOST
- 
4. DATE ET HEURE LIMITE DE RÉPONSE : LUNDI 17 FEVRIER 2025 à 12H00
5. OBJET DE LA CONSULTATION : Fourniture d'injecteurs multipatients, de dispositifs médicaux consommables stériles et de produits de contraste pour scanner
6. APPLICATION DES ARTICLES DE L'ACCORD CADRE : Articles R.2124-1 et R.2124-2 et R.2161-2 à R.2161-5, R-2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du code de la commande publique Accord cadre à bons de commande – Appel d'offres ouvert
7. DURÉE TOTALE DU MARCHÉ : 48 mois
8. PÉRIODE : 01/06/2025 au 31/05/2029
9. ÉCHANTILLONS (s'il y a lieu) : Cf. IV.4.a.
10. MODALITÉS D'EXPÉDITION DE LA RÉPONSE : Sous format dématérialisé uniquement
11. LISTE DES LOTS : Cf. Tableau des quantités
12. LISTE DES MEMBRES DU GROUPEMENT : Cf. annexe 4 bis Adhérents à la procédure GAOPDC
13. LISTE DES MEMBRES CENTRALE D'ACHAT : Cf. annexe 4 Adhérents GCS PHDF
- 
- Nom du Pharmacien Responsable : Amélie PRUVOST, Pharmacien  
Date : 17/01/2025  
Signature :

## SOMMAIRE

REGLEMENT DE CONSULTATION .....	1
I. POUVOIR ADJUDICATEUR .....	4
1. <i>Nom de l'organisme acheteur</i> .....	4
2. <i>Adresse auprès de laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues</i> .....	4
3. <i>Adresse auprès de laquelle les documents peuvent être obtenus par téléchargement, après identification, sur le site Internet :</i> .....	4
4. <i>Site sur lequel les offres doivent être déposées</i> .....	4
II. OBJET DU MARCHÉ .....	5
1. <i>Description / Objet du marché</i> .....	5
2. <i>Type de marché</i> .....	5
3. <i>Centrale d'achat</i> .....	5
4. <i>Nomenclature</i> .....	5
5. <i>Division en lots : Oui</i> .....	6
6. <i>Lieu d'exécution / de livraison des fournitures :</i> .....	6
7. <i>Durée du marché, délai d'exécution</i> .....	6
III. MODALITES DE CONSULTATION ET DE RETRAIT DU DCE (DOSSIER DE CONSULTATION ENTREPRISES) .....	6
1. <i>Obtention du dossier de consultation (DCE)</i> .....	7
2. <i>Contraintes informatiques</i> .....	7
IV. DELAI ET MODALITES DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES .....	7
1. <i>Date limite de réception des offres</i> .....	7
2. <i>Modalités de remise des candidatures et des offres</i> .....	8
a. <i>Mode de remise des plis</i> .....	8
b. <i>La signature électronique des candidats</i> .....	8
c. <i>Présentation et contenu des plis</i> .....	9
3. <i>Conditions d'envoi ou de remise des offres</i> .....	10
a. <i>Envoi dématérialisé de l'offre</i> .....	10
b. <i>Transmission de la copie de sauvegarde</i> .....	11
4. <i>Les modalités de remise des échantillons et présentation de l'injecteur</i> .....	11
a. <i>Remise des échantillons</i> .....	11
b. <i>Présentation des injecteurs : après le délai de remise des offres (pendant la phase d'analyse du marché)</i> .....	12
V. LA CONSTITUTION DES DOSSIERS DE CANDIDATURE ET D'OFFRE : DISPOSITIONS GENERALES .....	12
1. <i>Les conditions de langue</i> .....	12
2. <i>Les conditions de monnaie</i> .....	12
3. <i>Les conditions liées au groupement d'opérateurs économiques</i> .....	13
4. <i>Conditions de participation</i> .....	13
5. <i>Acceptation des variantes libres : Non</i> .....	13
6. <i>Prestations supplémentaires éventuelles facultatives</i> .....	13
7. <i>Les conditions liées à la procédure dématérialisée</i> .....	13
8. <i>Précisions sur la réponse attendue</i> .....	13
9. <i>Délai de validité de l'offre</i> .....	14
VI. PROCÉDURE .....	14
1. <i>Type de procédure</i> .....	14
2. <i>Ouverture des plis et critères d'attribution</i> .....	14
a. <i>Ouverture des plis</i> .....	14
b. <i>Critères d'attribution</i> .....	14
c. <i>Modalités retenues pour l'analyse des offres</i> .....	15
VII. ATTRIBUTION DU MARCHÉ .....	15
VIII. DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES .....	16

## **GCS PHARMA HAUTS DE FRANCE**

**Centre Hospitalier de Valenciennes**

**Pôle Pharmacie**

**Avenue Désandrouin**

**CS 50479**

**59322 VALENCIENNES CEDEX**

**☎ 03-27-14-35-70**

**☎ 03-27-14-50-70**

**✉ [sec-pharmacie@ch-valenciennes.fr](mailto:sec-pharmacie@ch-valenciennes.fr)**

### **I. POUVOIR ADJUDICATEUR**

#### ***1. Nom de l'organisme acheteur***

GCS PHARMA HAUTS DE FRANCE

Etablissement Coordonnateur :

Centre Hospitalier de Valenciennes

Service Pharmacie

Avenue Désandrouin – CS 50479

59322 VALENCIENNES CEDEX

Tél : 03-27-14-35-70

Fax : 03-27-14-50-70

Mail : [sec-pharmacie@ch-valenciennes.fr](mailto:sec-pharmacie@ch-valenciennes.fr)

#### ***2. Adresse auprès de laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues***

Les renseignements complémentaires éventuels sur les cahiers des charges sont communiqués six jours au plus tard avant la date limite de remise des offres.

L'organisme acheteur se réserve le droit d'apporter, au plus tard 6 jours calendaires avant la date limite de remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

Renseignements administratifs : (cf. § 1.1.)

Renseignements techniques : (cf. § 1.1.)

#### ***3. Adresse auprès de laquelle les documents peuvent être obtenus par téléchargement, après identification, sur le site Internet :***

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

#### ***4. Site sur lequel les offres doivent être déposées***

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

## **II. OBJET DU MARCHÉ**

### ***1. Description / Objet du marché***

La présente consultation a pour objet la fourniture d'injecteurs multipatients, de dispositifs médicaux consommables stériles et des produits de contraste pour scanner.

Les caractéristiques techniques des fournitures devront répondre aux prescriptions définies par le C.C.P.

Conformément à l'article L.2113-10 du Code de la commande publique, le présent marché n'est pas alloti. Cette décision se justifie par le fait que le recours à l'achat en coût complet nécessite une approche globale et unitaire, englobant l'ensemble des prestations, objet du marché. La division en lots distincts ne permettrait pas d'atteindre les objectifs d'optimisation des coûts et de maîtrise des dépenses.

### ***2. Type de marché***

Le marché est soumis aux dispositions des articles R.2124-1 et R.2124-2 et R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique.

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum avec un seul attributaire tels que définis aux articles R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du code de la commande publique relatif aux accords-cadres.

Le maximum est fixé pour la durée globale dans l'annexe 1 Liste des lots avec quantités estimatives et maximales pour la durée du marché. Les quantités estimatives annuelles par adhérent sont disponibles dans les tableaux des quantités.

Si elle est différente de la date de début du marché, la date d'entrée dans le marché des adhérents au présent groupement de commande est précisée en annexe 5.

Le coordonnateur du GCS se réserve la possibilité de demander la régularisation des offres selon l'article R.2152-2 du code de la commande publique à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Fournitures : achat.

### ***3. Centrale d'achat***

Afin d'optimiser la commande publique dans le domaine des médicaments, le Groupement de Coopération Sanitaire (G.C.S.) dénommé PHARMA HAUTS DE France a été constitué par les établissements de santé adhérents. Il est doté de la compétence de Centrale d'Achat. Il peut intervenir au profit des pouvoirs adjudicateurs des secteurs sanitaires et médicaux sociaux au sens du Code de la Santé Publique.

Les adhérents du GCS Pharma Hauts de France sont rappelés en annexe 4 du présent contrat.

S'ils n'ont pas adhéré au présent groupement de commandes ou s'ils n'ont pas adhéré sur un des lots du présent groupement de commandes, ces adhérents du GCS sont bénéficiaires de la centrale d'achat dans les conditions précisées dans le CCP.

### ***4. Nomenclature***

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
33600000-6	Produits pharmaceutiques
33110000-4	Matériel d'imagerie à usages médical, dentaire et vétérinaire
33140000-3	Consommables médicaux

### **5. Division en lots : Oui**

La consultation comprend 1 lot.

### **6. Lieu d'exécution / de livraison des fournitures :**

Cf. liste établissements adhérents (annexe 4 bis).

### **7. Durée du marché, délai d'exécution**

Le marché est conclu pour une période d'une durée de 48 mois à compter du 01/06/2025 ou à compter de la date de notification si elle est postérieure et prendra fin au plus tard le 31/05/2029. La date d'entrée dans le marché des adhérents au présent groupement de commande est précisée en annexe 5.

Pour avoir accès au marché, les adhérents devront avoir indiqué une quantité minimum de 1 dans la quantification des besoins.

## **III. MODALITES DE CONSULTATION ET DE RETRAIT DU DCE (DOSSIER DE CONSULTATION ENTREPRISES)**

En application des articles R2132-1 à R2132-6 du Code de la Commande Publique, les candidats ont l'obligation de télécharger le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) dans son intégralité, via le site dont l'adresse Internet est <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Le dossier remis aux candidats comprend (pièces obligatoires) :

- le présent Règlement de la Consultation ;
- le Cahier des Clauses Particulières ;
- la liste des lots avec quantités estimatives et maximales pour la durée du marché (annexe 1) ;
- le bordereau de prix unitaire (annexe 2) ;
- un Acte d'engagement ;
- la quantification ;
- la fiche de renseignement du fournisseur (annexe 3) ;
- la liste des adhérents GCS PHDF (Centrale d'Achat) (annexe 4) ;
- la liste des adhérents à la procédure GAOPDC (annexe 4 bis) ;
- le complément d'informations injecteurs (annexe 5) ;
- le cadre de réponse (annexe 6) ;
- le PV de réception (annexe 7) ;
- le suivi des certificats de marquage CE (annexe 8) ;
- les pièces relatives à la candidature peuvent être téléchargées sur les sites [www.cerfa.gouv.fr](http://www.cerfa.gouv.fr) ou [www.minefi.gouv.fr](http://www.minefi.gouv.fr) ou [www.finances.gouv.fr](http://www.finances.gouv.fr)

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être reçues par les candidats au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

## **1. Obtention du dossier de consultation (DCE)**

L'ensemble du dossier permettant de répondre à la consultation est remis gratuitement à chaque candidat.

Afin de pouvoir télécharger les dossiers de consultation, les candidats doivent impérativement s'inscrire et télécharger sur la plate-forme <https://www.marches-publics.gouv.fr>. Pour cela, ils doivent renseigner leurs coordonnées ou leur identité (raison sociale, etc.), une adresse électronique ainsi que le nom d'un correspondant. Ils pourront ainsi bénéficier, si besoin, de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles précisions ou modifications apportées au DCE.

## **2. Contraintes informatiques**

Les candidats devront tenir compte des indications suivantes :

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition, les candidats devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants : Portable Document Format (.pdf), et/ou Rich Text Format (.rtf), et/ou .doc et/ou .odt et/ou les fichiers compressés au format ZipR (.zip). Le catalogue dématérialisé des produits est sous format .cmp de la société Pharmatic : sa lecture est possible selon les conditions suivantes :

Les fichiers .cmp contiennent la quantification pour le GCS et sont envoyés aux candidats potentiels. Ceux-ci peuvent le lire au moyen du gratuiciel HéliosWeb (<https://www.heliosweb.eu>) ou du logiciel Eurydice.

Les fichiers .cry sont générés par les logiciels Eurydice ou HéliosWeb. Ils contiennent les propositions de prix des fournisseurs en réponse au catalogue .cmp.

**ATTENTION : les anciennes versions du logiciel Hélios ne sont pas compatibles avec le nouveau format d'échange. Si vous possédez le logiciel Hélios, veuillez le désinstaller et utilisez la plateforme <https://www.heliosweb.eu>.**

Les propositions .cry reçues sont intégrées dans eEpicure.

Afin de diminuer les risques de virus informatique, il est recommandé aux soumissionnaires de n'utiliser ni les exécutables (notamment les ".exe"), ni les "macros". Les candidatures sont à envoyer sous format .pdf et .cry.

La plate-forme de dématérialisation donne les indications et moyens aux candidats pour obtenir les informations nécessaires à ce sujet.

# **IV. DELAI ET MODALITES DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES**

## **1. Date limite de réception des offres**

La date et l'heure limites de réception des plis (candidatures et offres et, le cas échéant, de leur copie de sauvegarde) sont les suivantes :

**au plus tard LUNDI 17 FEVRIER 2025 à 12H00.**

Les dossiers parvenant après la date limite fixée ne seront pas ouverts.

## **2. Modalités de remise des candidatures et des offres**

### **a. Mode de remise des plis**

Conformément aux articles R2132-7 à R2132-14 du Code de la Commande Publique les candidats déposent **obligatoirement** les offres par voie électronique à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Les candidatures et les offres sont à déposer exclusivement sur PLACE <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Par contre, la transmission des plis sur un support papier et physique électronique (CD-ROM, clé USB...) n'est pas autorisée.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Le pli précité doit contenir respectivement dans des fichiers distincts, les **Pièces de la candidature** et les **Pièces de l'offre** dont le contenu est défini au présent règlement de la consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

### **b. La signature électronique des candidats**

Le niveau de sécurité requis pour le certificat de signature électronique est le Niveau (\*\*) du RGS. Les certificats RGS (Référentiel Général de Sécurité) sont référencés dans une liste de confiance française (<http://www.lsti-certification.fr>) ou dans une liste de confiance d'un autre Etat-membre de l'Union européenne. Toutefois, le candidat est libre d'utiliser le certificat de son choix si celui-ci est conforme aux obligations minimales résultant du RGS. Dans ce cas, il doit transmettre tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Les documents transmis par voie électronique seront re-matérialisés après l'ouverture des plis. Les candidats sont informés que l'attribution du marché pourra donner lieu à la signature manuscrite du marché papier.

**La signature électronique est préconisée par le pouvoir adjudicateur mais non obligatoire.**

**Dans le cas où le candidat choisit de signer ces documents électroniques, il devra veiller à signer électroniquement tout document numérique sous peine de voir l'offre rejetée.**

La seule signature électronique du pli (fichier zip) n'emporte pas valeur d'engagement du candidat.

Les candidatures et les actes d'engagement transmis par voie électronique ou envoyés sur support physique électronique sont signés au moyen d'un certificat de signature électronique, qui garantit



notamment l'identification du candidat. Le niveau minimum de signature électronique exigé des candidats est le Niveau II (équivalent classe 3) du RGS (référentiel général de sécurité). Tous les documents sont accessibles sur le portail de la direction générale de la modernisation de l'Etat à l'adresse suivante : <http://www.references.modernisation.gouv.fr>. Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Attention : toute modification d'un document après signature entraîne une incohérence entre document signé et document de signature. Il est donc impératif de renouveler l'opération de signature après toute modification.

### *c. Présentation et contenu des plis*

Les candidats doivent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) ou le Document Unique de Marché Européen (DUME) pour présenter leur candidature: Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr) ; ils contiendront les éléments indiqués ci-dessous :

- Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise tels que prévus aux articles R.2142-3, R.2142-4 et R.2143-3 du code de la commande publique :
  - déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas des interdictions de soumissionner ;
  - renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail.
- Les renseignements concernant les interdictions de soumissionner tels que prévus aux R.2143-5 au R.2143-9 du code de la commande publique :
  - copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire ;
  - déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas des interdictions de soumissionner ;
  - déclaration sur l'honneur pour justifier de l'absence d'interdiction de soumissionner conformément à l'article 45 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 tel qu'il a été modifié par l'article 39 de la loi 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique ;
  - liste nominative des salariés étrangers employés par le candidat et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du code du travail. Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié : sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.
- Les renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise tels que prévus aux articles R.2142-1, R. 2142-2, R.2142-5 à R.2142-12 du code de la commande publique
  - déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles.
- Les renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise tels que prévus aux articles R.2142-13 et R.2142-14 du code de la commande publique:
  - déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

**NOTA** : Avant de procéder à l'examen des candidatures, si l'on constate que les pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai de 10 jours.

Les formulaires « DC1 », « DC2 » ou DUME sont téléchargeables sur le site du MINEFE : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>

- L'offre

Contient :

- un acte d'engagement «ATTRI1» daté et signé ;
- le cahier des clauses particulières (C.C.P.) comprenant le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) et le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses documents annexés, cahier ci-joint à accepter sans aucune modification daté et signé ;
- **Il conviendra de remplir un tableau (offre de base avec ou sans PSE (Prestation Supplémentaire Eventuelle) (annexe 2),** ceci afin de faciliter le dépouillement, daté(s) et signé(s) ;
- l'offre de prix en « .cry » et en « .pdf » ;
- fiche de renseignement du fournisseur (annexe 3) ;
- un RIB ou un RIP ;
- Tout élément que le soumissionnaire pourra mettre en œuvre pour sécuriser l'approvisionnement (Existence de plusieurs sources de matières premières, plusieurs sites de fabrication, de lots d'avance, de procédure en cas de rupture...).(apprécié en fonction de la réponse au questionnaire annexe 3).

Il est recommandé de joindre également à l'offre (sous format électronique obligatoirement), tout document qui permettra d'apporter des précisions au questionnaire technique demandé et de préciser de l'offre

### ***3. Conditions d'envoi ou de remise des offres***

#### ***a. Envoi dématérialisé de l'offre***

Les candidatures et les offres doivent être transmises de façon dématérialisée exclusivement sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr>, avant la date et l'heure suivantes :

**LUNDI 17 FEVRIER 2025 à 12H00.**

La date et l'heure qui seront pris en compte par le pouvoir adjudicateur correspondent au dispositif d'horodatage de la plateforme.

Le fuseau horaire de référence est celui de Paris.

Tout autre envoi dématérialisé ne sera pas accepté (ex : par courriel).

Le candidat qui souhaite faire une offre différente de l'offre initiale, devra présenter cette offre nouvelle selon les mêmes modalités administratives.

Une fois déposées, les offres ne peuvent plus être retirées, ni modifiées. Le candidat reste tenu par son offre pendant tout le délai de validité de l'offre. Les dossiers de participation des candidats ne sont pas restitués.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que lorsqu'un candidat fait plusieurs dépôts sur la plateforme, seul le dernier est pris en compte. Il y a donc lieu d'adresser une nouvelle offre complète et non un additif.

**Avertissement :**

Tout fichier constitutif de la candidature ou de l'offre, sera traité préalablement par le candidat par un anti-virus régulièrement mis à jour. Il est rappelé aux candidats que, conformément à l'arrêté du 28 août 2006, tout fichier contenant un virus est réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat en est informé.

***b. Transmission de la copie de sauvegarde***

Le candidat peut (ce n'est pas une obligation) faire parvenir au Pouvoir Adjudicateur, une copie de sauvegarde soit sur support physique électronique (ex : CDRom, DVDROM, clé USB) à l'exception des disquettes et Blu-ray soit sur un support papier.

Cette transmission par voie postale ou remis en main ne peut désormais concerner qu'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée :

**COPIE DE SAUVEGARDE**

- **Appel d'offres ouvert en date du LUNDI 17 FEVRIER 2025 à 12H00,**
- **Intitulé de la consultation,**
  - **Ne pas ouvrir,**
  - **Raison sociale.**

Ce pli devra être remis contre récépissé ou, s'il est envoyé par la poste par pli recommandé avec avis de réception postal, parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document et ce, à l'adresse suivante :

**Les copies de sauvegarde seront remises, sous pli cacheté, contre récépissé au service pharmacie du centre hospitalier de Valenciennes - avenue Désandrouin – C.S. 50479 – 59322 VALENCIENNES CEDEX avant le LUNDI 17 FEVRIER 2025 à 12H00.**

Les plis qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites précitées ainsi que remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus.

***4. Les modalités de remise des échantillons et présentation de l'injecteur******a. Remise des échantillons***

Pour les sous lots 2 à 5, un specimen est demandé pour chaque produit proposé dans l'offre à raison d'une unité de conditionnement par produit.

Les échantillons seront remis dans les conditions ci-après :

La date et l'heure limite de réception pour les échantillons est le:

**LUNDI 17 FEVRIER 2025 à 12H00.**

Le colis d'échantillons sera livré séparément dans un conditionnement approprié et portera de manière lisible, la mention :

**« ECHANTILLON - APPEL D'OFFRES DU LUNDI 17 FEVRIER 2025 à 12H00**

**NE PAS OUVRIR »**

Ce colis d'échantillons devra être remis contre récépissé ou, s'il est envoyé par la poste par pli recommandé avec avis de réception postal, parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document et ce, à l'adresse suivante :

**Service pharmacie du Centre Hospitalier de Valenciennes - Avenue Désandrouin – C.S. 50479 – 59322 VALENCIENNES CEDEX**

Les plis qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites précitées ainsi que remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus.

Les échantillons demeureront la propriété du coordonnateur du GCS.

Les lots doivent faire l'objet d'un envoi d'échantillons selon les quantités précisées dans les tableaux annexés ou d'une présentation de ceux-ci aux pharmaciens coordonnateurs techniques et aux établissements adhérents. Les échantillons fournis doivent être complets (conditionnements primaires et secondaires) et conformes aux produits susceptibles d'être livrés pendant toute la durée du marché spécifique. Les échantillons servent de base de comparaison et de référence lors des contrôles réalisés lors de la réception des médicaments.

Les échantillons seront munis, le cas échéant, du code de sérialisation et du dispositif d'inviolabilité.

Toute offre qui ne permettrait pas aux pharmaciens d'évaluer la qualité technique des produits proposés, ne sera pas recevable.

Des échantillons supplémentaires pourront être ultérieurement demandés pour des essais complémentaires.

Ils devront alors faire l'objet d'un envoi express de la part du fournisseur.

#### ***b. Présentation des injecteurs : après le délai de remise des offres (pendant la phase d'analyse du marché)***

Pour le sous lot 1 : injecteurs multipatients, les spécimens pour évaluation des offres ne sont pas demandés. Une présentation du matériel ainsi qu'une démonstration technique et une possibilité d'essai devra être proposée à chaque établissement, une fois la remise des offres passées, pendant la phase d'analyse du marché, selon des modalités laissées à l'appréciation du candidat.

Les coordonnées des interlocuteurs concernés figurent dans l'annexe 5. Toute absence de réalisation de cette démarche de la part du candidat entraînera une irrégularité de l'offre.

## **V. LA CONSTITUTION DES DOSSIERS DE CANDIDATURE ET D'OFFRE : DISPOSITIONS GENERALES**

### ***1. Les conditions de langue***

**La langue devant être utilisée pour présenter les candidatures et les offres est le français.**

Les pièces accompagnant le dossier de candidature et d'offre rédigées en langue étrangère ne seront acceptées que si elles sont accompagnées d'une traduction en langue française.

### ***2. Les conditions de monnaie***

Le candidat est informé que le pouvoir adjudicateur conclura le marché en Euro.

### ***3. Les conditions liées au groupement d'opérateurs économiques***

Forme juridique que devra revêtir le groupement de fournisseurs, ou de prestataires de services attributaire du marché :

Sans objet.

### ***4. Conditions de participation***

Sans objet.

### ***5. Acceptation des variantes libres : Non***

### ***6. Prestations supplémentaires éventuelles facultatives***

Les candidats ont la possibilité de proposer des prestations supplémentaires éventuelles facultatives pour proposer par exemple des compléments de gamme (autres dosages ou autres présentations.....) en particulier lorsque cela est demandé dans la notice du lot ou à la discrétion du fournisseur.

### ***7. Les conditions liées à la procédure dématérialisée***

**Le candidat doit respecter les prescriptions suivantes :**

- dans l' « enveloppe électronique » (dossier de candidature et dossier contenant l'offre), **les fichiers contenant les documents demandés ne peuvent être transmis autrement que sous l'un des formats suivants : PDF, ZIP, CRY, DOC ou ODT.** Sauf disposition particulière, l'enveloppe électronique contenant l'offre doit être présentée selon des formats et une police utilisés dans les documents du DCE.

- les intitulés des fichiers doivent être clairement compréhensibles et indiquer les trois éléments suivants :

- la raison sociale du candidat ou mandataire du groupement (en entier, en abrégé ou selon ses initiales connues) ;
- la nature du document contenu (par exemple : « Offre de prix ») ;
- le format d'enregistrement correspond à l'une des extensions de formats mentionnés ci-dessus.

Après la notification, le coordonnateur du GCS se réserve le droit d'envoyer toute communication (résiliation, avenant, décision unilatérale, révision prix, reconduction ...) via le suivi des échanges (échange sécurisé) de la plate-forme de dématérialisation <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

### ***8. Précisions sur la réponse attendue***

Les offres doivent répondre au descriptif technique tel qu'il est présenté dans le Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.).

Chaque offre doit répondre au marché complet.

## 9. Délai de validité de l'offre

Le délai minimum de validité des offres est de **6 mois** à compter de la date limite de réception des offres.

## VI. PROCÉDURE

### 1. Type de procédure

Appel d'offres ouvert (Articles R. 2124-1, R.2124-2 et R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique) relatif aux marchés publics et articles R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du code de la commande publique relatif aux accords-cadres.

### 2. Ouverture des plis et critères d'attribution

#### a. Ouverture des plis

Le Pouvoir Adjudicateur procédera à l'examen des candidatures, en enregistrera le contenu et éliminera, celles qui, en application des articles R.2142-1 à R.2142-14, R.2142-19 à R.2142-27, R.2143-3 et R.2143-16 du code de la commande publique, ne peuvent être admises.

#### b. Critères d'attribution

« L'offre économiquement la plus avantageuse » est choisie, et appréciée en fonction des critères pondérés ci-dessous :

#### **Critère technique (pondération 60 %)**

Ce critère sera apprécié en fonction de la réponse à l'annexe 6, des documents techniques fournis et de l'appréciation lors de la présentation et/ou des essais.

- **Critère qualitatif de l'injecteur et des Dispositifs Médicaux associés (pondération 30 %)**
  - Caractéristique de l'injecteur (pondération 5%)
  - Caractéristique des kits patients (pondération 5%)
  - Caractéristique des kits journaliers (pondération 5%)
  - Caractéristique de l'injection (pondération 10%)
  - Interfaçage avec le Système d'Information des établissements et les scanners (pondération 2.5%)
  - Sécurité et alarme (pondération 2.5%)
- **Critère qualitatif des produits de contraste (pondération 10%)**
  - Produit de contraste (pondération 3%)
  - Ergonomie lors du renouvellement du conditionnement de produit de contraste (pondération 7%)
- **Maintenance préventive et curative (pondération 10%)**
- **Formation et installation (pondération 5%)**
  - Installation : durée d'immobilisation du scanner (pondération 2%)
  - Formation : modalités lors de la mise en place (pondération : 2%)
  - Formation : modalités pour le personnel biomédical à la maintenance de niveau 1 (pondération : 0.5%)
  - Formation : modalités en cours de marché pour nouvel arrivant (pondération : 0.5%)

- **Critère RSE (pondération 5%)**
  - Elimination/ Recyclage de l'iode et du conditionnement primaire des produits de contraste
  - Dimension et Poids des emballages de dispositifs médicaux stériles

#### **Critère économique (pondération 40%)**

- **Sous critère 1 : Offre sans installation (sous lot 1 à 5) : 35%**
- **Sous critère 2 : Installation (sous lot 6) : 5%**

#### ***c. Modalités retenues pour l'analyse des offres***

L'examen des offres s'effectue au lot.

Les offres inacceptables ou inappropriées sont éliminées.

**Toutefois, le pouvoir adjudicateur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.**

- La valeur technique sera notée de 0 à 20.
- La note pour chaque sous critère économique sera calculée sur 20 de la manière suivante :  

$$20 * (1 - (\text{Montant de l'offre analysée} - \text{Montant de l'offre la moins élevée}) / \text{Montant de l'offre la plus élevée})$$

Toutes les informations fournies par le candidat à l'appui de son offre prendront valeur contractuelle s'il est retenu.

En cas de discordance entre, d'une part le prix unitaire multiplié par la quantité demandée et/ou la TVA, d'autre part le montant total, c'est le prix unitaire hors taxe remisé qui sera retenu et le montant total hors taxe corrigé en conséquence.

## **VII. ATTRIBUTION DU MARCHE**

Le jugement des offres se fera au lot, et un seul candidat sera retenu.

Le pouvoir adjudicateur procédera au classement des offres considérées régulières, acceptables et appropriées.

Conformément aux dispositions des articles R.2144-1 à R.2144-7 et R.2152-1 à R.2152-7 du code de la commande publique, le classement établi par le Pouvoir Adjudicateur en fonction des critères d'attribution énoncés à l'article 6 du présent règlement de la consultation, permettra de déterminer l'offre économiquement la plus avantageuse.

S'il n'a pas reçu d'offre qui lui paraisse régulière, acceptable ou appropriée, le pouvoir adjudicateur pourra déclarer tout ou partie de l'appel d'offres infructueux.

Après attribution, le pouvoir adjudicateur vérifiera que l'attributaire répond aux conditions préalables à la signature du marché indiquées ci-après. Il avisera alors, par écrit, les candidats non retenus et notifiera le marché à l'attributaire conformément à R.2181-1, R.2181-3 et R.2181-4 du Code de la Commande Publique.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de déclarer à tout moment, tout ou partie de la procédure, sans suite.

Si les documents prévus aux articles R.2143-5 à 2143-16 du code de la Commande Publique, n'ont pas été fournis au titre de l'année précédant le lancement de la présente consultation, le candidat joindra à son offre une attestation sur l'honneur signée.

Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Tout document provenant de pays non francophones doit impérativement être traduit en langue française.

## **VIII. DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

**Tout renseignement complémentaire concernant le CCP, peut être demandé** en posant une question à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr> au niveau de cette consultation.

**Pour permettre au Pouvoir Adjudicateur de répondre aux candidats, ces derniers devront transmettre leurs éventuelles demandes de renseignements complémentaires, dix (10) jours au plus tard avant la date limite de remise des offres.**

**Les réponses se feront par écrit via le site : <https://www.marches-publics.gouv.fr> à toutes les entreprises ayant retiré le dossier, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.**